

ANTIDOTE hebdo



Le flash infos de la CGT Finances Publiques 44

N° 123 / 8 Octobre 2012

SÉCURITÉ

La Trésorerie de Guéméné-Penfao a été braquée vendredi.

La CGT exprime sa totale solidarité et apporte tout son soutien aux collègues du poste.

Cette nouvelle agression s'ajoute à une bien trop longue liste (la dernière à Villeneuve d'Ascq en septembre) et démontre que notre administration ne peut pas se considérer comme un sanctuaire.

Un groupe de travail national « sécurité » a été mis en place en juin suite à l'assassinat d'un collègue vérificateur de Dircofi.

La CGT a souhaité que les discussions portent sur 4 domaines sensibles : les missions itinérantes (vérificateurs, agents des BCR, huissiers, géomètres), les missions d'accueil, le maniement et le transport de fonds, l'activité des gardiens-concierges et veilleurs de nuit.

Pour chacune de ces catégories, la nature des agressions potentielles doit être étudiée selon leur pertinence et ouvrir sur des mesures qui concernent la prévention, la manière de faire face à ces actes et le traitement de leurs conséquences.

Il ne suffit pas de recenser les risques dans le DUERP, ni les cas d'agression dans le tableau de veille sociale : le temps des décisions doit maintenant venir, vite.

Les organisations syndicales demandent une réunion d'urgence du CHSCT 44.

QUEL ACCUEIL !

A la demande de plusieurs collègues, une HMI organisée par l'intersyndicale CGT-Solidaires-CFDT-FO s'est tenue à Cambronne jeudi 4 octobre.

Affluence des grands jours : environ 75 agents, tous les SIP nantais (SAID, cellules CSP, secteurs recouvrement) ainsi que l'accueil Jules Verne étaient représentés.

L'affluence remarquable témoigne de l'ampleur du sujet. Après un état des lieux de la situation dans chaque service (mode de concertation, recours aux « volontaires » pour les renforts, choix effectués, gestion des tâches...), la discussion a porté sur les difficultés d'application de la note départementale du 25 septembre (gestion des renforts, accueil spécialisé ou généraliste, plannings, organisation).

Le dossier est complexe. Les problèmes sont réels et risquent de s'aggraver très prochainement. La question de l'emploi, mais pas seulement, plane sur tous les services.

A l'issue de la réunion, la proposition d'une rencontre des agents avec M PINEAU a été décidée. La demande a été formulée le 5 octobre.

PLAN QUINQUENNAL

À la question de savoir si le point d'indice serait gelé à nouveau en 2013, Marylise Lebranchu répondait le 24/09 sur le site internet du journal patronal Les Echos : « Pas forcément. L'enveloppe dédiée aux rémunérations est gelée, mais on peut faire des arbitrages en son sein ». Autrement dit déshabiller Paul pour habiller Pierre.

A celle sur les suppressions d'emplois au sein de notre ministère : « En cette période de crise d'une gravité exceptionnelle, la France a élu

CONJUGUONS LE PLAN DE RIGUEUR

Je paye la dette
Tu payes la dette
Il paye la dette
Nous payons la dette
Vous payez la dette
Ils s'enrichissent



un président et validé ses priorités : l'école, la justice, la police et Pôle Emploi. Ces efforts sont justes et je les assume totalement ».

Bref, on a voté, le débat est clos, plus rien n'est à discuter sur le fonds...Version hollandaise de l'attitude sarkoziste en 2007?

De fait, le gouvernement Ayraut affiche une volonté de « maîtrise et de réduction des dépenses publiques » qui enchante les partisans de l'austérité.

C'est ce que traduit le projet de budget pour 2013.

Les créations d'emplois dans les secteurs prioritaires sont gagées par la suppression de 12 298 emplois dans les autres, dont 2 353 dans notre ministère.

La RGPP est morte ? Vive la RGPP !

La masse salariale de l'Etat ne devrait croître en valeur que de 0,2%. Rapportée à l'inflation escomptée de 1,3% (prévision optimiste), cela signifie un recul de 1,1% en euros constants.

Et la diète est prévue pour durer :

« Pour l'avenir, cet objectif de stabilité globale de la masse salariale sera maintenu et les effectifs seront stabilisés sur la durée du quinquennat », lit-on à l'article 6 de la loi de programmation des finances publiques*, laquelle traduit en droit interne le Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance concocté par Sarkozy et Merkel.



Le gouvernement prend la responsabilité d'aggraver nos conditions de travail et d'altérer la qualité du service public pour répondre aux injonctions du monde de la finance.

Alors, que faire ?

Certainement pas rester dans l'attentisme, ni se cantonner dans une appréciation sévère de la politique gouvernementale.

Il s'agit de trouver les voies des actions collectives pour faire pencher la balance dans le sens du développement de l'emploi, du plein accomplissement des missions et de l'amélioration des conditions de vie au travail. C'est ce à quoi travaille la CGT.

* La synthèse de la loi de programmation et du projet de budget est consultable sur le portail du ministère accessible par Ulysse.

AMENAGEMENTS

S'il est un mot que ne prononcent pas nos responsables politiques mais qu'ils mettent en application avec constance, c'est le mot aménagement.

Exemple avec la journée de carence que le PS jugeait lors de son instauration « insidieuse, purement politique et destinée à stigmatiser les fonctionnaires », rejoignant alors l'appréciation de l'ensemble des organisations syndicales.

Sa suppression pure et simple semble pourtant bien écartée, les services du premier ministre estimant, selon LesEchos.fr, que la mesure passerait mal auprès des salariés du privé...

Une façon de partager l'idée que nous serions des privilégiés-es !

Le journal patronal rappelle pourtant qu'en vertu d'accords internes et de conventions, la majorité d'entre eux voient leur entreprise prendre en charge les 3 jours de carence appliqués par la sécurité sociale.

Une façon également de remettre en cause notre statut

Alors, le gouvernement tâtonne, entre un dispositif moins punitif (retenue du 2ème jour, en cas d'arrêt multiples uniquement...) et la proposition de prise en charge par les mutuelles, donc in fine les adhérents que nous sommes, c'est à dire mutualiser la punition en quelque sorte !